

COMMUNAUTE DE COMMUNES
ISLE DOUBLE LANDAIS

4B rue du Maréchal Joffre
24700 MONTPON MENESTEROL

DELIBERATION N°2026-68- MODIFICATION DU REGLEMENT DE
FONCTIONNEMENT DES TEMPS PERISCOLAIRES

Conseillers en exercice : 29/ Conseillers présents : 20/ Conseillers votants : 28/

Date de convocation du Conseil Communautaire : Le 30/09/2026

L'an deux mille vingt-six, le six octobre le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, dans la salle des fêtes de d'Echourgnac, sous la Présidence de M. Samuel COUSTILLAS.

ETAIENT PRESENTS: M.M/.Mmes : P. BENEYTOU/ N.PASCAL / M. REYMONDIE / S.COUSTILLAS / A. BRUT / S.BOUDOUT / G.LABORIE / P.MARCETEAU / D.POUGET / F.GUIGNÉ / J.DUHARD / Ch. BESSEDE/ / G.DE NARDI / A.DELGADO / G.ELIZABETH / F PARROT / B.CABIROL / D.LECONTE / V.CAMPANERUTTO / J.JALARIN

ETAIENT EXCUSES /ABSENTS : M.M/ Mmes: B.JUKOWSKI / JF.CERISE / F.BONNEAU / C.VANDENESSE / J-L.ROUSSEAU / Th. CHAZEAU / J.F.HURET / R.ROUILLER / P.MANIERE

VOTES PAR PROCURATION :

- Mme. B.JUKOWSKI: Pouvoir à S.BOUDOUT
- Mme / F.BONNEAU : pouvoir à P. MARCETEAU
- Mme C.VANDENESSE : pouvoir à J. DUHARD
- M JF.CERISE: pouvoir à M.REYMONDIE
- M JL ROUSSEAU : pouvoir à G. DE NARDI
- M Th. CHAZEAU : pouvoir à F.GUIGNÉ
- M J.F.HURET: pouvoir à C. BESSEDE
- M P. MANIERE: pouvoir M. G. LABORIE

En application de la délibération du Conseil communautaire n°2025-311 du 19 juin 2025, le règlement des temps périscolaires prévoit la tarification sociale des cantines scolaires à compter du 1er septembre 2025.

Cette tarification repose sur une grille tarifaire progressive tenant compte des ressources des familles, déterminées notamment au regard de leur quotient familial.

Afin de permettre une application équitable de cette tarification, les familles sont invitées à produire leur attestation de quotient familial délivrée par la Caisse d'allocations familiales (CAF), lorsque celle-ci est disponible.

Toutefois, certaines familles ne sont pas allocataires de la CAF et ne disposent donc pas d'une attestation de quotient familial. En l'absence de modalités alternatives, ces familles peuvent être amenées à se voir appliquer le tarif correspondant à la tranche la plus élevée, alors même que leurs ressources pourraient justifier l'application d'un tarif inférieur.

Afin de permettre à l'ensemble des familles de bénéficier d'une tarification correspondant à leur situation réelle, il convient donc de prévoir des modalités alternatives de justification des ressources et de la composition du foyer.

À cet effet, lorsqu'une famille ne dispose pas d'un quotient familial CAF, le quotient familial applicable à la tarification sociale peut être déterminé par la collectivité sur la base de justificatifs permettant d'établir les ressources du foyer et sa composition.

Peuvent notamment être produits, selon la situation de la famille :

- pour justifier des ressources : avis d'imposition ou de non-imposition, justificatifs de salaires ou de revenus d'activité, justificatifs d'allocations ou de prestations sociales, justificatifs de pensions, de revenus de remplacement ou tout autre document permettant d'établir les ressources du foyer ;
- pour justifier de la composition du foyer : livret de famille, actes de naissance, justificatifs officiels établissant les personnes à charge ou tout document administratif équivalent ;
- lorsque cela est nécessaire pour vérifier l'éligibilité aux tarifs applicables aux résidents du territoire : justificatif de domicile ou, lorsque la situation de la famille ne permet pas d'en produire, attestation d'hébergement ou attestation de domiciliation administrative délivrée par un organisme habilité.

Lorsque, en raison de sa situation administrative ou sociale, une famille ne peut produire les justificatifs habituellement requis, tout document officiel ou toute attestation émanant d'un organisme compétent permettant d'établir, dans la mesure du possible, sa situation, ses ressources et la composition de son foyer pourra être pris en compte.

Peuvent notamment être concernés les justificatifs délivrés par les services de l'État, l'OFPPA, les organismes sociaux, les structures d'hébergement ou les organismes habilités à assurer une domiciliation administrative.

Ces modalités ont pour objet de permettre la détermination du tarif applicable sur la base d'éléments objectifs et vérifiables, tout en tenant compte des situations particulières des familles.

En l'absence de production de tout justificatif permettant de déterminer le quotient familial ou la situation du foyer, le tarif correspondant à la tranche tarifaire la plus élevée est appliqué, conformément à la grille tarifaire en vigueur.

AR Prefecture

024-200040384-20261006-2026_68-DE
Reçu le 20/10/2026

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- COMPLETE les modalités de justification permettant de déterminer le quotient familial applicable à la tarification sociale de la restauration scolaire, conformément aux dispositions exposées ci-dessus ;
- APPROUVE la modification du règlement de fonctionnement des temps périscolaires afin d'intégrer ces nouvelles modalités de justification ;
- AUTORISE Monsieur le Président à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Délibération adoptée à l'unanimité

Montpon Ménéstérol, le 9 octobre 2026

Le secrétaire de séance

Brigitte CABIROL

Le président de la CCIDE

Samuel COUSTILLAS

AR Prefecture

024-200040384-20261006-2026_68-DE
Reçu le 20/10/2026